



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU BASSIN DE ETANG-DE-BERRE



Sommaire

- p. 02 Une démographie qui se maintient
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Le profil des emplois du territoire
- p. 05 Plus de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur quatre domaines professionnels
- p. 06 Une réduction du potentiel d'emploi

- p. 08 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe
Le chômage de très longue durée perdure
- p. 10 Les mutations du marché du travail - Plus de 25 000 reprises d'emploi en 2019
- p. 11 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 12 4 560 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin
- p. 13 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 14 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

- p. 15 En résumé

- p. 16 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares du bassin.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 343 800 habitants au 1^{er} janvier 2017.
- ② 27 180 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 116 680 salariés du secteur concurrentiel à fin 2019.
- ④ 2 580 offres enregistrées dans les agences Pôle emploi du bassin entre juillet 2019 et juin 2020.
- ⑤ 8,2 % de taux de chômage au 2^e trimestre 2020.
- ⑥ 38 180 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2020, dont 49% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- ⑦ 34 600 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2020, dont 18% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 12% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Une démographie qui se maintient

Au 1^{er} janvier 2017, le nombre d'habitants du bassin d'emploi avoisine les 343 800 [cf. [Tableau 1](#)]. La densité de population est de 474 habitants au km² (160 pour la région).

Entre 2012 et 2017, la population affiche un rythme de progression moins fort que celui de la période 2007 - 2012 avec +0,2% en moyenne par an (+0,4% région). Cet accroissement est exclusivement dû au taux d'accroissement naturel (écart entre les naissances et les décès) (+0,5%), le mouvement migratoire est quant à lui en recul (-0,3%).

Au 1^{er} janvier 2017, les moins de 25 ans sont légèrement plus nombreux dans le bassin qu'en région, ils représentent 29% de la population (28% région). Avec 9% de la population en âge de travailler, le taux d'étudiants est moindre dans ce territoire (10% en région). À l'inverse, les 55 ans et plus comptent pour une part moins importante dans le bassin (33%). Le taux de retraités y est plus élevé qu'en région (7%).

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'habitants		Poids	
	région	bassin de l'Etang-de-Berre	région	bassin de l'Etang-de-Berre
Hommes	2 406 100	166 200	48%	48%
Femmes	2 624 800	177 600	52%	52%
0-14 ans	846 500	63 200	17%	18%
15-24 ans	550 800	36 800	11%	11%
25-54 ans	1 858 200	130 600	37%	38%
55-64 ans	643 500	44 200	13%	13%
65 ans et +	1 131 900	68 900	22%	20%
Ensemble	5 030 900	343 800	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	région	bassin de l'Etang-de-Berre	région	bassin de l'Etang-de-Berre
15-24 ans	214 100	16 300	10%	11%
25-54 ans	1 632 000	116 000	74%	75%
55-64 ans	359 600	22 600	16%	15%
Ensemble	2 205 700	154 900	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

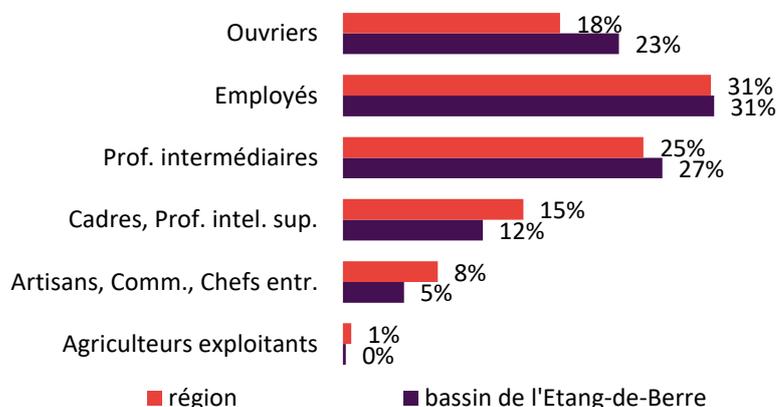
Le nombre d'actifs début 2017 approche les 154 900, soit 73% des 15-64 ans (72% en région).

Les profils par tranche d'âge des actifs sont assez proches dans le bassin et la région [cf. [Tableau 2](#)]. En revanche, la tranche des jeunes 15-24 ans y est plus active (44% vs 39%) et la tranche des seniors 55-64 ans moins active (51% vs 56%).

Les actifs du bassin sont toujours composés en majorité d'employés et des professions intermédiaires.

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



Le bassin compte plus d'ouvriers, de professions intermédiaires et moins de cadres que la moyenne régionale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : +1,1 pt pour les cadres, +0,9 pt pour les professions intermédiaires, -0,9 pt pour les ouvriers et -0,6 pt pour les employés.

Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

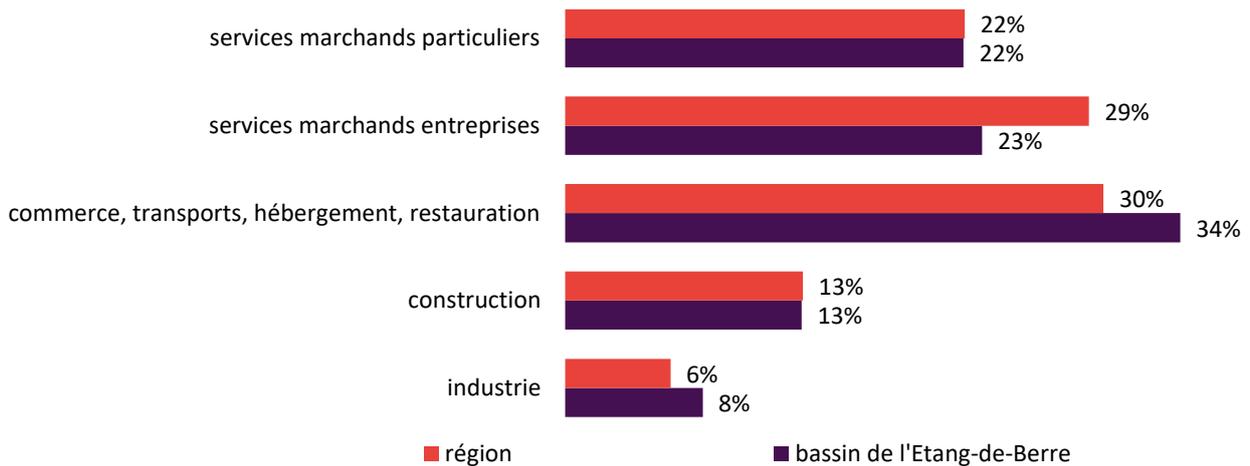


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 27 180 établissements composent les activités marchandes hors agriculture du bassin, soit 5% de l'ensemble des établissements de la région. L'économie locale est moins orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes : fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est nettement inférieur à celui de la région (57% vs 71%). Le tissu productif local comporte moins d'établissements du secteur des services marchands aux entreprises (6 points d'écart avec la région) et 93% des établissements ont moins de dix salariés [cf. Graphique 2]. En 2017, le taux de créations d'entreprise est similaire à celui de la région (12%).

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



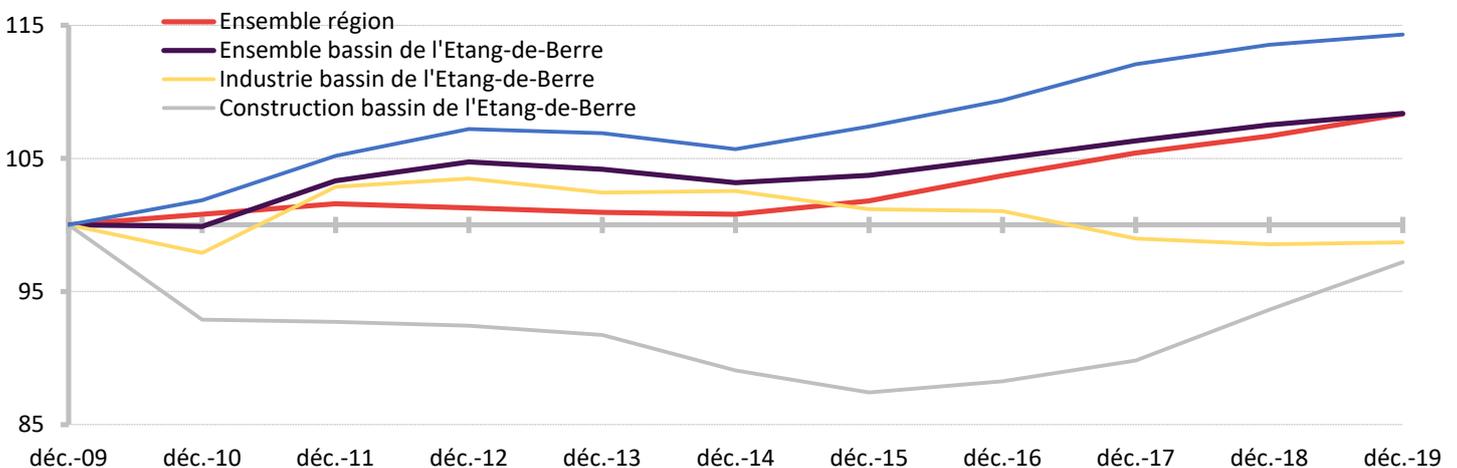
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

L'emploi concurrentiel progresse toujours

Le taux d'emploi du bassin (63%) est supérieur à celui de la région. Le nombre de salariés du secteur privé n'a cessé d'augmenter depuis 2015, excepté dans l'industrie [cf. Graphique 3]. Cette progression est portée par le tertiaire depuis 2015 et la construction depuis 2016. Le niveau d'emploi augmente de +1% entre 2018 et 2019. À fin 2019, 9 440 établissements du secteur privé y emploient 116 680 salariés, ce qui représente 9% de l'emploi salarié régional.

Graphique 3

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2009 = 100)

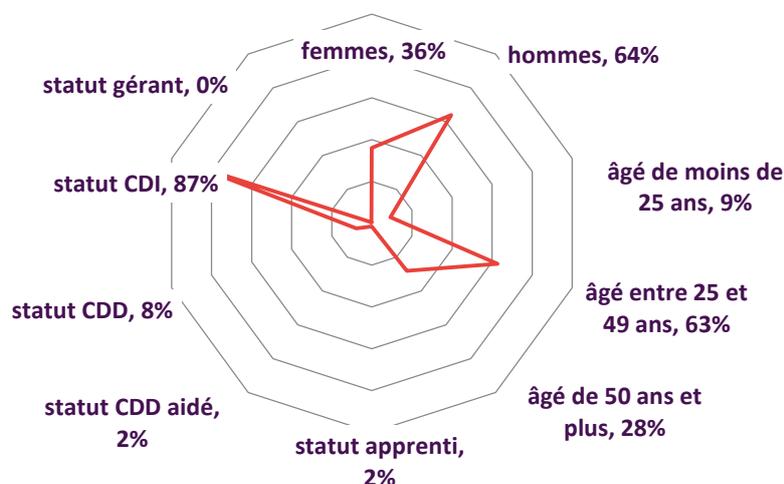


Source ACOSS - URSSAF, effectifs salariés annuels, données brutes

Le profil des emplois du territoire

Graphique 4

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 3

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	1%	2%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	1%	3%
Quotité de travail entre 50% et 75%	12%	3%	6%
Quotité de travail de 75% et plus	13%	2%	6%
Temps plein	65%	93%	83%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

Tableau 4

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Construction aéronautique et spatiale	9 930	9%
Administration publique générale	8 410	8%
Ingénierie, études techniques	3 360	3%
Sidérurgie	3 120	3%
Nettoyage courant des bâtiments	2 340	2%
Hypermarchés	2 250	2%
Transports routiers de fret de proximité	2 070	2%
Activités de sécurité privée	2 010	2%
Entreposage et stockage non frigorifique	1 940	2%
Transports routiers de fret interurbains	1 930	2%
Ensemble	110 460	100%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISF / DADS 2016

À fin 2016, 110 460 personnes étaient salariées dans le bassin, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 4]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 63% des cas et en CDI dans 87% des cas.

35% des femmes travaillent à temps partiel, contre 7% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (2% des hommes) [cf. Tableau 3].

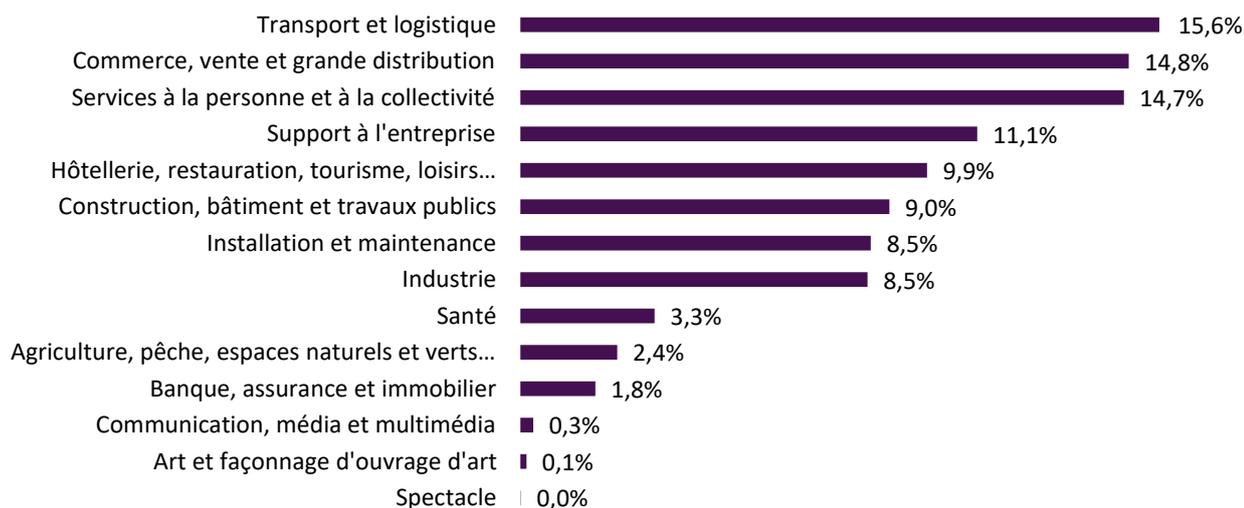
L'étude des DADS fait ressortir la construction aéronautique et spatiale, comme le 1^{er} secteur employeur du bassin en NACE 700 [cf. Tableau 4].

Plus de la moitié des offres d'emploi se répartissent sur quatre domaines professionnels

De juillet 2019 à juin 2020, 12 670 offres d'emploi ont été déposées dans les agences Pôle emploi du bassin. Sur cette même période, les métiers du transport et de la logistique enregistrent le plus grand nombre d'offres déposées à Pôle emploi avec 16%. Les métiers du commerce, vente et grande distribution suivent avec 15% devant les métiers des services à la personne (15%) [cf. Graphique 5].

Graphique 5

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi déposées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 5

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres déposées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 ^{er}	Magasinage et préparation de commandes	620	5%
2 ^e	Conduite d'enquêtes	510	4%
3 ^e	Conduite de transport de marchandises sur longue distance	390	3%
4 ^e	Nettoyage de locaux	370	3%
5 ^e	Sécurité et surveillance privées	360	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Il ressort de la crise sanitaire une baisse de -10% à fin juin 2020 pour le nombre d'offres déposées à Pôle emploi au cours des douze derniers mois, soit un total de 12 670. Les contrats à durée déterminée de 6 mois et plus, ont été les plus impactés par la crise et marquent un recul (-21%). Les secteurs les plus pourvoyeurs en poste de ce bassin, tels que le commerce et l'intérim ont été les plus touchés.

EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche sur les douze derniers mois diminue de -12% sur un an et s'établit à 215 400 unités [cf. Tableau 6]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (120 220 soit 56% des DPAE), les secteurs de la santé humaine et action sociale (19 230 soit 9% des DPAE et 20% des DPAE hors intérim), du commerce (13 400 soit 6% des DPAE et 14% des DPAE hors intérim) et de l'hébergement restauration (9 290 soit 4% des DPAE et 10% des DPAE hors intérim), sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ces derniers utilisent majoritairement des contrats précaires.

Tableau 6

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	53 700	25%	-6%
Missions intérimaires	119 800	56%	-14%
Contrats de six mois et plus	28 000	13%	-8%
-Autres- (*)	13 900	6%	
Ensemble	215 400	100%	-12%

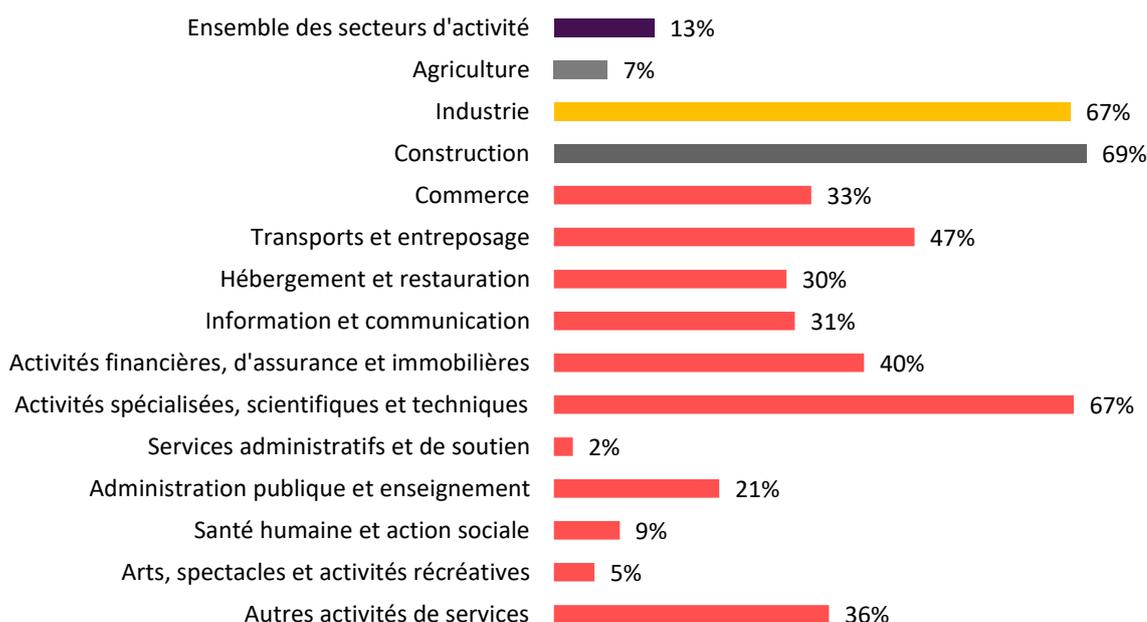
(*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 13% des DPAE. Les secteurs de la construction, de l'industrie et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (respectivement 5%, 6% et 4% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de respectivement 69%, et 67% pour les deux derniers. Le secteur du commerce (14% des DPAE hors intérim) a recours dans un cas sur trois à de l'emploi durable [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



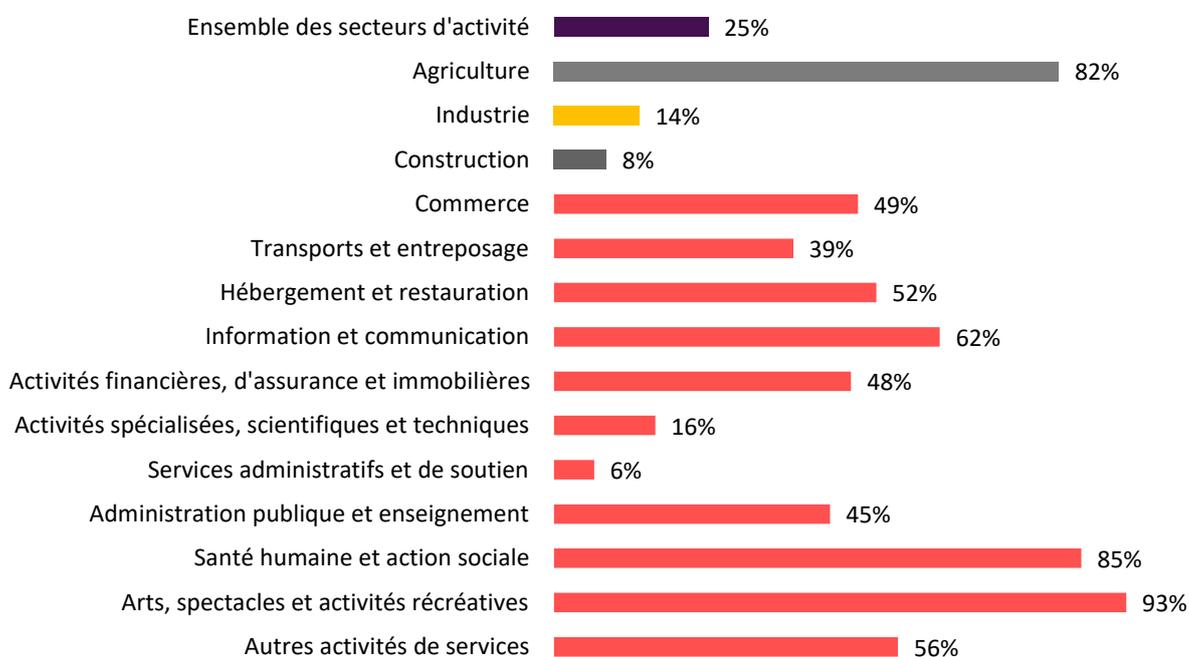
Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche



Un quart des DPAE concerne des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 7], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et l'arts, spectacles et activités récréatives (respectivement 1% et 8% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une large part de contrats courts.

Graphique 7

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs, exceptés l'administration publique et le transport, entreposage, ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 5 390 contrats, soit +4% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Les activités du transport et de l'entreposage ont embauché 6 600 personnes, soit +4% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-18%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-20%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Le commerce, secteur pregnant du bassin est en recul de -4% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019.

Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

EN SAVOIR PLUS

• Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

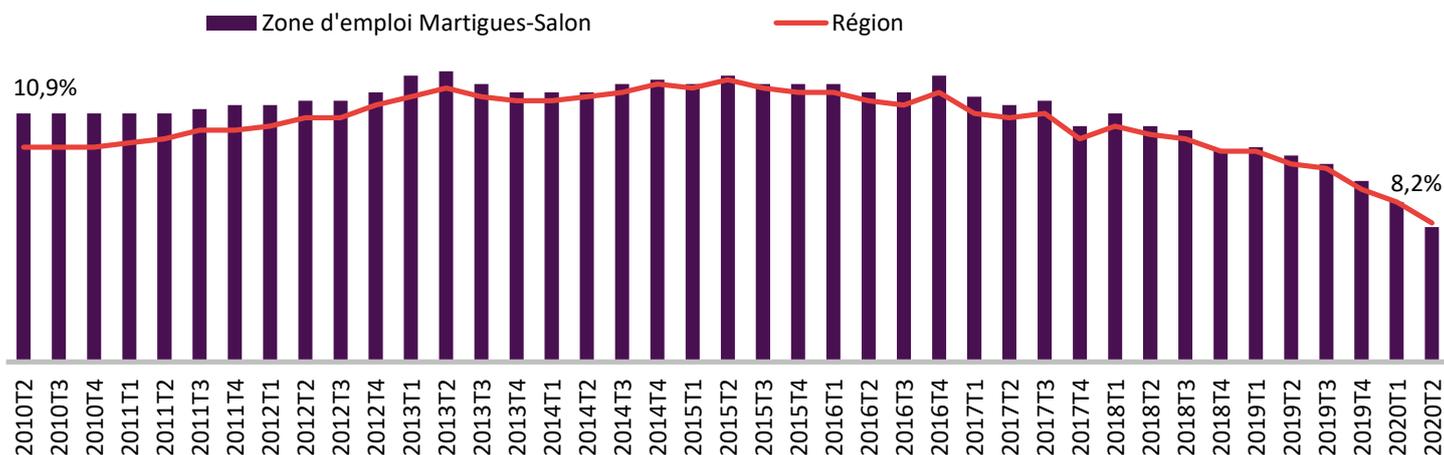


La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Malgré une tendance haussière jusqu'en juin 2016, le taux de chômage de la zone d'emploi de Martigues-Salon a peu varié en dix ans [cf. Graphique 8] pour s'établir à 8,2%, un taux légèrement inférieur à celui de la région (8,3%). L'écart avec le taux régional est de 0,3 pt en moyenne.

Graphique 8

Taux de chômage localisé

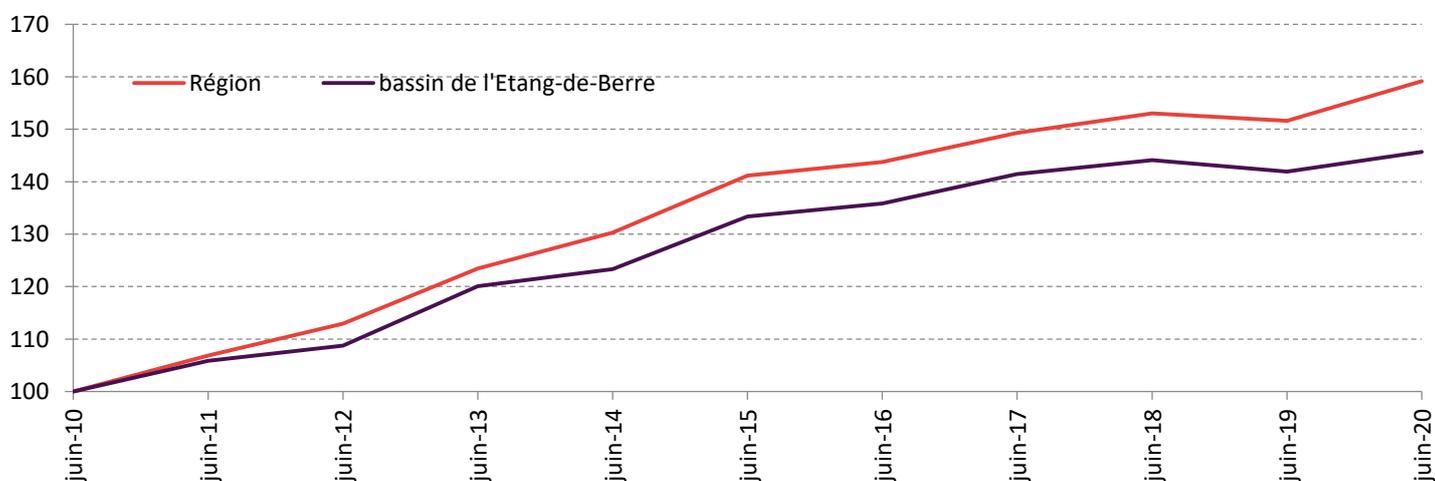


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 34 590 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en fin 2018 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+2,7% entre juin 2019 et juin 2020). Le bassin affiche une tendance similaire à la région (+5% aussi juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 9]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont pratiquement une fois et demi supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020, mais sont pratiquement deux fois moindre que l'année précédente.

Graphique 9

Évolution de la DEFM cat. ABC depuis juin 2010 (indice base 100)



Source : Pôle emploi – STMT (données brutes)

EN SAVOIR PLUS

- Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail (STMT) en région Provence-Alpes-Côte d'Azur



La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Quelle que soit la tranche d'âge, le nombre de Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC avait démarré une baisse au cours de l'année 2019, qui s'est interrompue en mars 2020. La demande d'emploi des moins de 25 ans est la plus impactée par cette hausse alors que les autres tranches d'âge connaissent un accroissement plus lent.

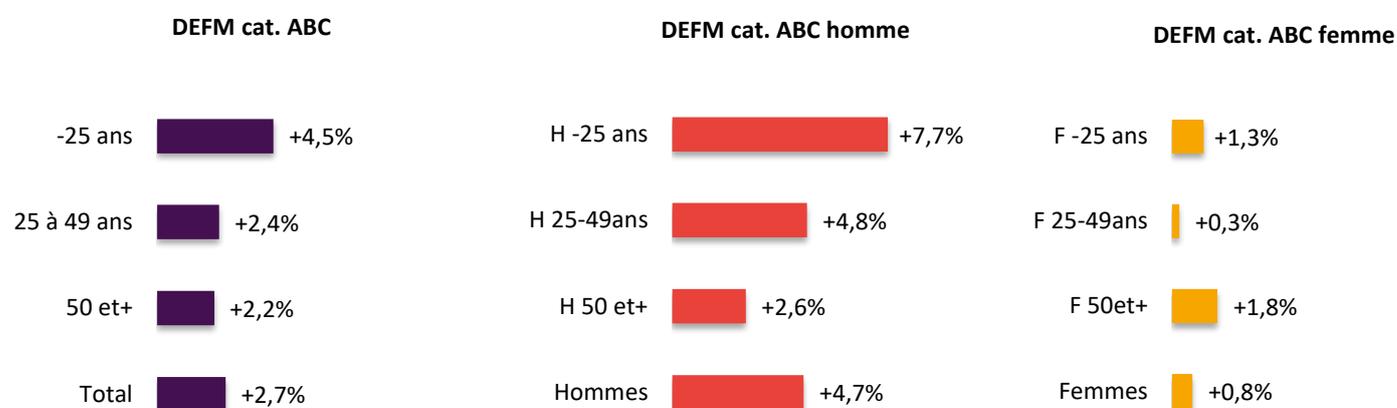
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 mais connaît une hausse plus marquée au 2^e trimestre 2020 pour se chiffrer à 5 060 personnes (soit +220 sur un an). Les 25-49 ans remontent à 20 750 (+ 490) et les seniors affichent 8 790, (soit + 190).

Les hommes jeunes sont les plus touchés, tandis que les femmes adultes le sont moins. Les femmes plus largement sont moins touchées par la crise que les hommes [cf. Graphique 10].

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (15%) dans la demande d'emploi (13% pour la région).

Graphique 10

Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Les publics spécifiques dans la demande d'emploi du bassin

Les Bac+3 et plus sont moins présents dans le bassin (10%) que dans la région (16%) et les personnes ayant un niveau BEP/CAP (37% vs 32% en région) sont plus représentées. Par ailleurs, il y a proportionnellement plus de femmes (52%) dans le bassin qu'en région (51%).

Le chômage de très longue durée perdu

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a plus que doublé en dix ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le bassin qu'au niveau régional. 9 300 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2020, soit 27% de la DEFM cat. ABC.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 8 300 à fin juin 2020, en hausse de +6,6% sur un an.



EN SAVOIR PLUS

- Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

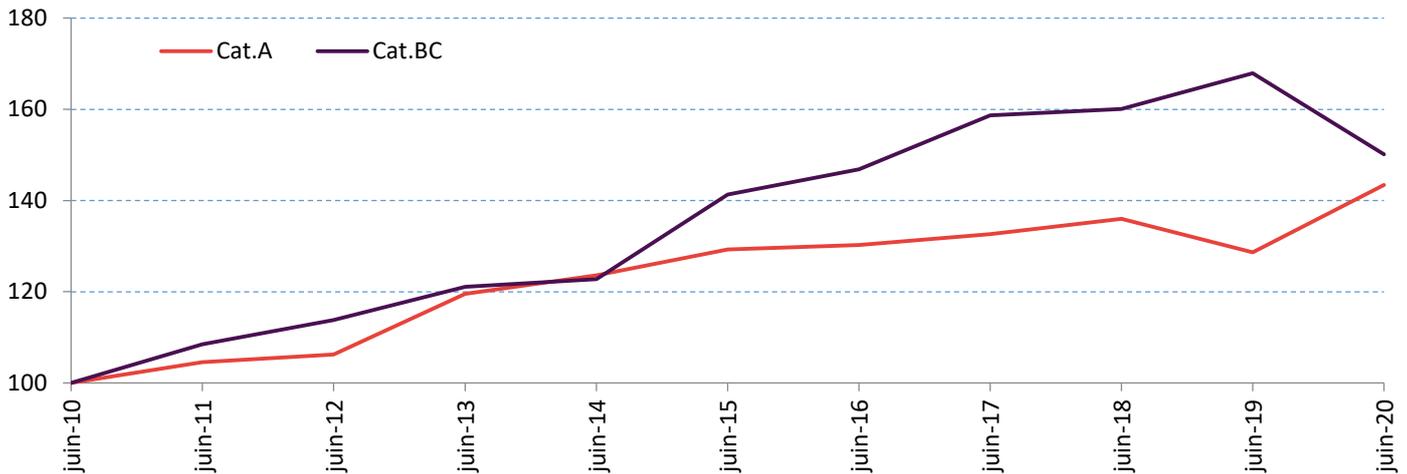


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2015, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2018, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2019, la catégorie BC était en augmentation tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE , STMT (données CVS)

Plus de 25 000 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 7].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1^{er} trimestre 2020 avec un recul annuel de -15%.

Tableau 7

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	1 960	8%	+5,2%
Passage en C	8 730	35%	-2,4%
Passage en E	20	0%	-29,3%
AFPR / POE	320	1%	+15,0%
DPAE durable	8 730	35%	-1,1%
DPAE non durable	5 260	21%	-2,0%
Ensemble des reprises d'emploi	25 020	100%	-1,2%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 20 600 personnes sont ciblées « PIC », soit 60% des DEFM cat. ABC [cf. Tableaux 8 et 9]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus, les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux résidant en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV).

Tableaux 8 et 9

Caractéristiques du public PIC en juin 2020

Région	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	255 300	51%	119 800	45%	47%
Moins de 25 ans	60 400	12%	30 200	11%	50%
50 ans et plus	138 300	28%	87 100	32%	63%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	232 700	46%	128 000	48%	55%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	44 000	9%	29 800	11%	68%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	75 000	15%	51 600	19%	69%
Ensemble des DEFM cat. ABC	500 800	100%	268 100	100%	54%

bassin de l'Etang-de-Berre	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	17 900	52%	9 400	46%	53%
Moins de 25 ans	5 100	15%	2 500	12%	49%
50 ans et plus	8 800	25%	6 300	31%	72%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	16 300	47%	10 000	49%	61%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	3 200	9%	2 300	11%	72%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	4 200	12%	3 000	15%	71%
Ensemble des DEFM cat. ABC	34 600	100%	20 600	100%	60%

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences (PRIC)

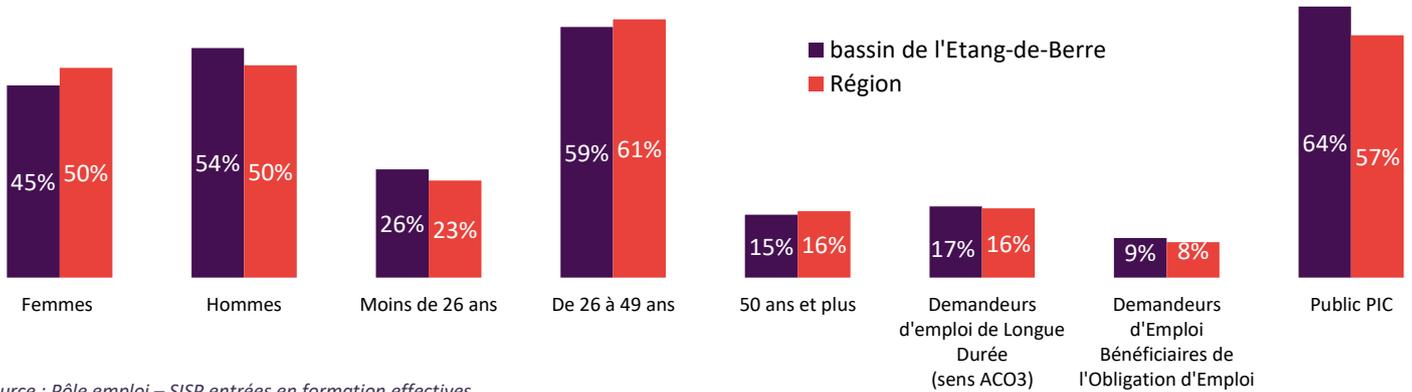


4 560 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont quasiment 4 560 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de l'Etang-de-Berre. Ils représentent 7% des entrants en formation de la région. Le profil des entrants en formation du bassin diffère du régional. Les hommes, les moins de 26 ans, le public PIC et les demandeurs bénéficiaires de l'obligation d'emploi y ont une part plus importante [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

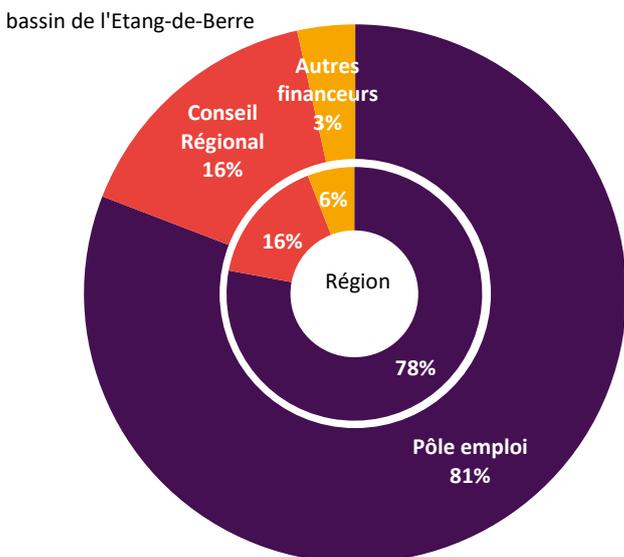
Pôle emploi est le principal prescripteur de formation du bassin

81% des formations du bassin sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie (78% en région). Les formations des Actions de Formation Conventionnée (AFC) avec 39% des aides contre 36% en Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les plus prescrites dans le bassin, suivent les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 25% des aides, pour 27% en région, et enfin les formations du Conseil Régional qui représentent 16% des aides comme en région [cf. Graphique 13].

Les principaux domaines de formation sont l'échange-gestion avec 23%, les services aux personnes (16%), et la formation générale, lettres, langues (15%). Les cinq principaux champs [cf. Tableau 10] représentent sept entrées en formation sur dix en 2019.

Graphique 13

Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 10

Les principaux domaines de formation

Domaine	Entrées en formation	Part (en %)
Echange et gestion	1 060	23%
Services aux personnes	720	16%
Formation générale, lettres et langues	690	15%
Fonction production	510	11%
Information, communication	340	7%
Ensemble des entrées	4 560	100%

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

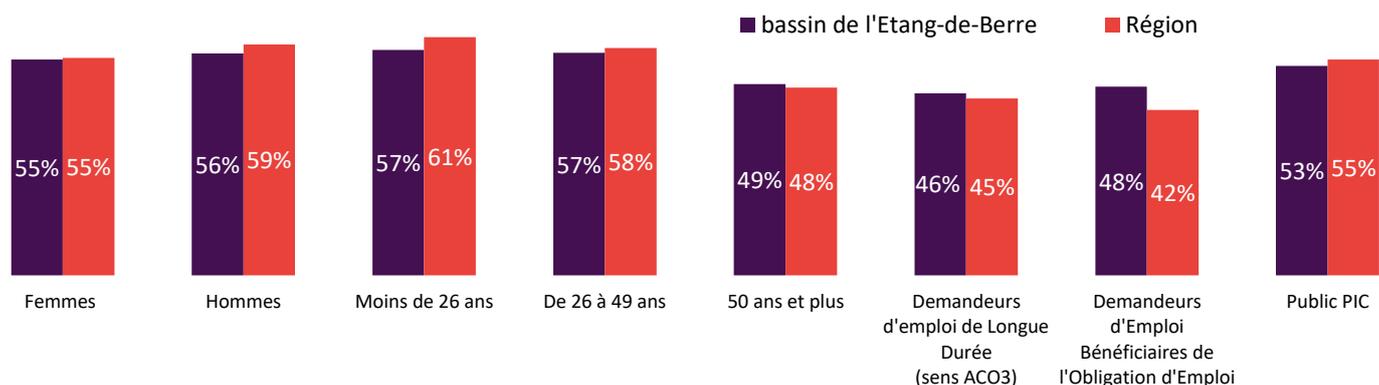


56% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans le bassin de l'Etang-de-Berre, plus de 4 000 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 56% ont accédé à un emploi d'au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 14], certains accèdent plus favorablement à l'emploi comme les moins de 26 ans. D'autres moins, comme les demandeurs d'emploi de longue durée (au sens de l'ACO3) ou les bénéficiaires de l'Obligation d'emploi qui sont plus éloignés de l'emploi, bien que ces derniers aient néanmoins un meilleur taux d'accès à l'emploi qu'en région.

Graphique 14

Taux d'accès à l'emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d'emploi



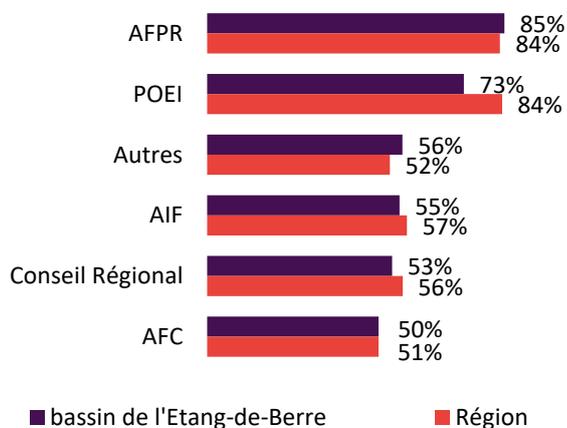
Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

Les AFPR et les POEI permettent un meilleur accès à l'emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l'emploi en 2019 [cf. Graphique 15]. Les AFPR et les POEI ont les meilleurs taux d'accès avec respectivement 85% et 73%, étant des formations préalables à l'embauche. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l'emploi sont celui de l'échange et gestion (61%) avec les champs transport, commerce, direction d'entreprise, celui des services aux personnes (58%) avec les champs santé secteur sanitaire, et celui des fonctions de production (59%) [cf. Tableau 11].

Graphique 15

Les accès à l'emploi selon le type de formation en 2019 (*)



Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

Tableau 11

Les principaux domaines par taux d'accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Echange et gestion	61%	1 050
Services aux personnes	58%	780
Fonction production	59%	490
Services à la collectivité	58%	300
Formation générale, lettres et langues	35%	260
Total des sortants	100%	4 040

Source : Pôle emploi – SISP sortants de formation champ total

EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

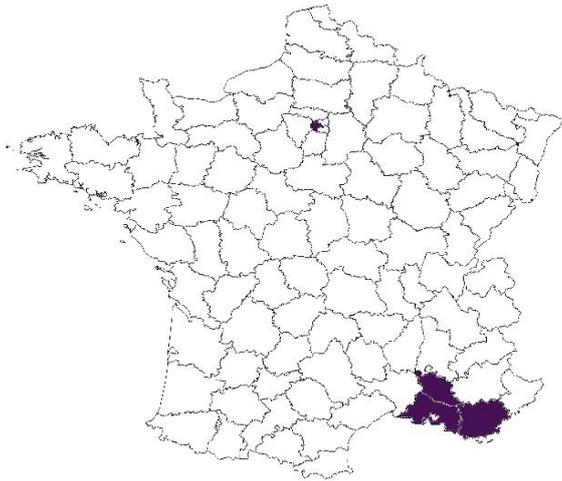


Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la **Statistique du Marché du Travail (STMT)**, permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 89% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour 1%, ils se dirigent vers la capitale [cf. **Tableau 12**].

Tableau 12

Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Bouches-du-Rhône	86%
Vaucluse	2%
Paris	1%
Var	1%
Hauts-de-Seine	1%

Aide à la lecture :

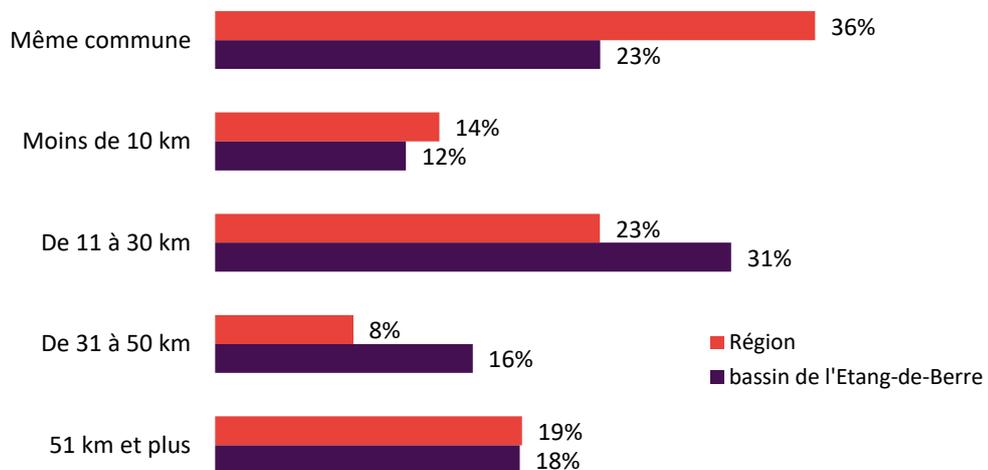
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés dans le bassin de l'Etang-de-Berre en 2018 ont trouvé un emploi dans le Vaucluse.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du bassin sont peu mobiles sur le plan géographique comme en région. 23% retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (36% région), et 18% ont repris un emploi à plus de 50 kms de leur domicile [cf. **Graphique 16**].

Graphique 16

Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En résumé

Le dynamisme démographique n'est pas un marqueur du bassin avec un taux de variation annuel de la population de seulement +0,2%. La faible attractivité du bassin se confirme par un recul du taux de variation annuel du mouvement migratoire de -0,3%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le bassin de l'Etang-de-Berre (57%) oriente moins les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment. Pour autant, le secteur de la santé humaine et l'action sociale est toujours créateur d'emploi sur un an.

Avec un taux de chômage de 8,2% au 2^e trimestre 2020, la main d'œuvre du bassin est autant touchée par le chômage que la moyenne régionale. Un autre facteur d'exclusion persiste : le manque de ressources affecte les personnes en recherche d'emploi, 18% des demandeurs d'emploi inscrits dans les agences du bassin perçoivent le RSA.

Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'était atténuée d'année en année. La crise sanitaire a stoppé les perspectives d'amélioration dans le marché du travail et de l'emploi.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 89% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et 18% pour un emploi de plus de 50 kms, ce qui est équivalent à la région.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont près de 4 560 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le bassin de l'Etang-de-Berre. 56% des sortants de formation ont accédé à un emploi de plus d'un mois au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de la région. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

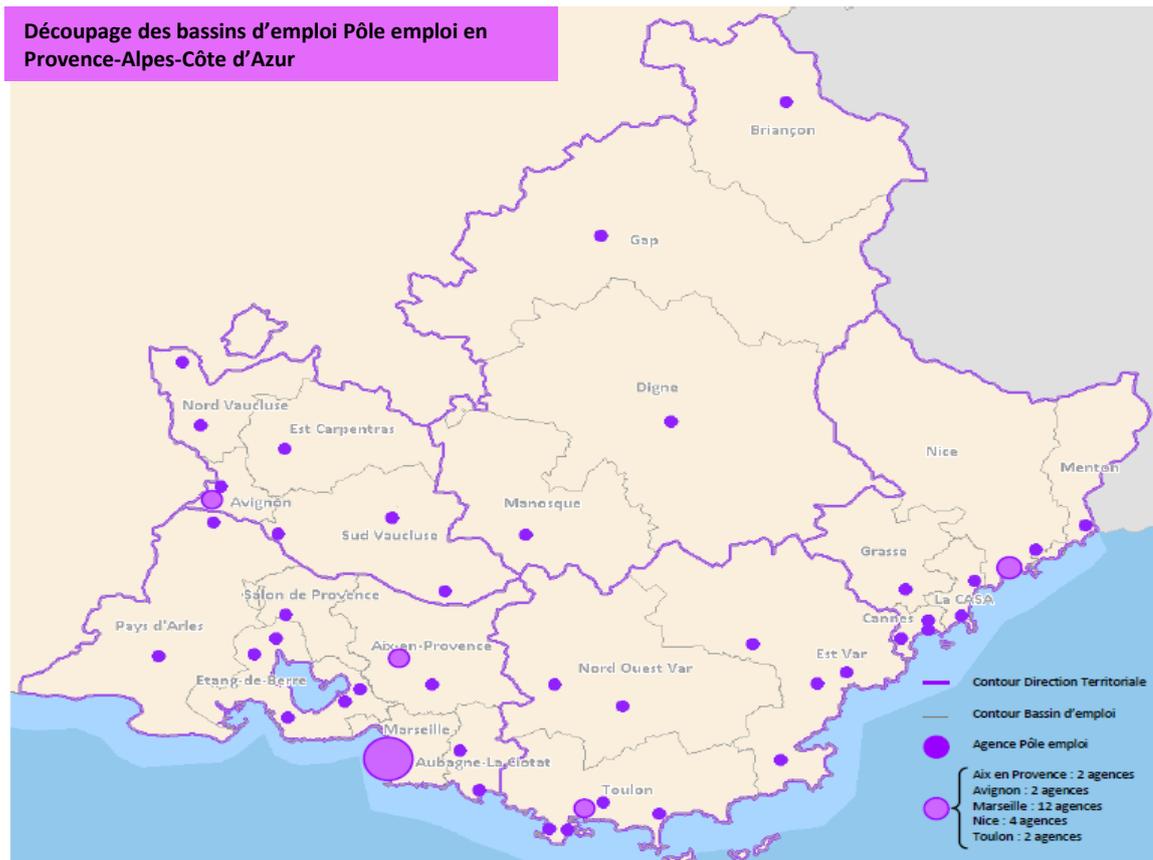
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de www.pole-emploi.org ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
Caroline KOHSER
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
Service Statistiques, études et évaluations

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

